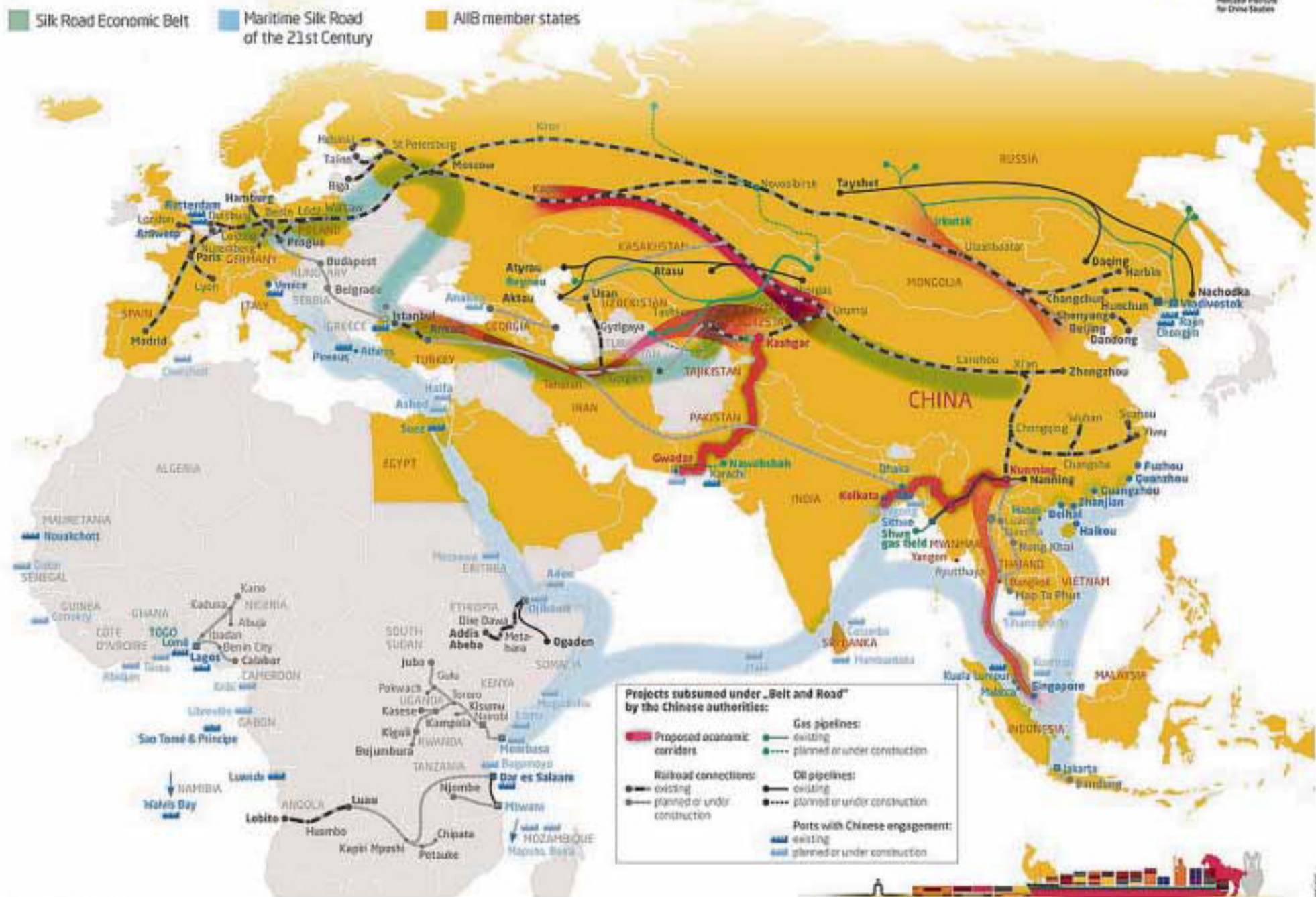


China aims to build a global infrastructure network
 "Belt and Road" infrastructure projects, planned and completed (March 2017)



Source: MERICS research

Photo: mercator institute for china studies

L'initiative «la Ceinture et la Route», qui comporte six «couloirs», s'inscrit dans la durée.

La voie d'un développement ambitieux

L'initiative «la Ceinture et la Route» du président chinois, Xi Jinping, lancée en 2013, a pour finalité de «générer du PIB en faisant des investissements à l'étranger», selon Dirk Dewitte, le président de ChinaLux.

L'ambitieux projet relie 68 pays d'Asie centrale, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe, dont le Luxembourg. Planifié pour de longues années, il a été inscrit dans les statuts du Parti communiste chinois lors du 19^e Congrès national, qui s'est tenu en octobre.

De notre journaliste Aude Forestier

La Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg et ChinaLux, la Chambre de commerce sino-luxembourgeoise, ont organisé, vendredi, le dernier séminaire d'une série consacrée à l'initiative «la Ceinture et la Route» (Belt and Road Initiative) lancée par le président chinois, Xi Jinping, en 2013. Cette conférence s'est concentrée sur l'aspect «financier» du projet et sur les conséquences pour le Grand-Duché.

Appelée tout d'abord «route de la soie», elle est devenue «l'initiative de la Ceinture et la Route», souligne dans son discours d'introduction Dirk Dewitte, le président de ChinaLux. Selon ce dernier, au tout début du projet, «une approche macroéconomique» avait été adoptée. «On ne savait pas très bien» de quoi il s'agissait. «La Chine avait une politique tournée vers l'extérieur. Son but était de générer du PIB en faisant de l'investissement à l'étranger», détaille-t-il. Notamment en se concentrant sur l'infrastructure.

Par ce terme, on entend les voies de chemin de fer, les ponts, les routes et les autoroutes. Justement, les Chinois «ont commencé en construisant une autoroute en Pologne», poursuit Dirk Dewitte. Il soutient «qu'ils ont un savoir-faire énorme» et qu'ils veulent «finan-

cer les projets». Comment? Par un fonds d'investissement étatique nommé «The Silk Road Fund» (le fonds de la route de la soie) lancé en décembre 2014, doté de 25,5 milliards de dollars. D'après nos recherches, il favorise l'augmentation des investissements dans les pays situés tout au long de l'initiative. Pour Dirk Dewitte, il s'agit plutôt de «fonds pour financer les travaux d'infrastructure et pour augmenter les possibilités au niveau du commerce».

«On veut éliminer la pauvreté»

«La Ceinture et la Route» a pour finalité de relier 68 pays d'Asie centrale, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe à la Chine. Ce qui représente près d'un tiers de l'économie mondiale. Selon Bo Ji, vice-doyen et

Une relation concrète

Le Luxembourg et la Chine entretiennent des relations diplomatiques depuis 45 ans. Et l'empire du Milieu soutient la construction d'une «route de la soie aérienne» entre Zhengzhou et Luxembourg (Cargolux a signé en juin 2017 un accord de coopération avec la Chine). Dans son discours, Pierre Gramagna a rappelé que le Premier ministre, Xavier Bettel, avait effectué une visite officielle en Chine du 11 au 14 juin. La visite en question avait

servi à promouvoir le développement plus avancé des relations bilatérales. Membre fondateur de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), lancée en janvier 2016, le Grand-Duché compte actuellement sept banques chinoises dans sa place financière. Plusieurs entreprises comme Huawei ou PingPong, active dans les FinTech, ont décidé d'installer leur quartier général sur le territoire luxembourgeois.

représentant en chef pour l'Europe à l'école de commerce de Cheung Kong, le projet «aide à déplacer les investissements vers l'Europe de l'Est». Des pays comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie et la Serbie, pour ne citer qu'eux, mettent «de grands espoirs» dans cette «route de la soie du XXI^e siècle». Même le Royaume-Uni, qui sortira de l'Union européenne le 29 mars 2019, est «intéressé».

Le gouvernement chinois attend du commerce avec les pays situés tout au long de «la Ceinture», un excédent de 2,5 billions de dollars par an dans la prochaine décennie, d'après Bo Ji. Celui-ci n'oublie pas de citer une réalisation en gobe d'exemple: la liaison ferroviaire entre Yiwu, ville de la province du Zhejiang en Chine, surnommée le «plus grand supermarché chinois du monde», et Londres est effective depuis janvier 2017. Comme le

souligne Bo Ji avec humour, «les gens de Londres ont accès aux produits chinois de qualité à Yiwu». L'homme de savoir annonce qu'avec l'initiative la Chine vise à «éliminer la pauvreté» et à «être une puissance globale».

D'après des membres du secteur financier présents lors de la conférence, l'initiative de «la Ceinture et la Route» crée des opportunités pour la place financière et les entreprises des FinTech (technologies financières) ont un rôle à jouer dans le projet.

Dans son discours de clôture, le ministre des Finances, Pierre Gramagna, a indiqué que «la Ceinture et la Route» venait d'être inscrite dans les statuts du Parti communiste chinois. Et il a surtout souligné qu'elle était «quelque chose de majeur et qu'on était toujours en train de sous-estimer sa profondeur».



Photo: François Aussems

Vendredi matin, différents acteurs de la place financière ont discuté de leur rôle dans l'initiative.